



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin poste du NPA - 16 avril 2024



« ESCALADE » AU MOYEN-ORIENT : LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS JOUENT LES POMPIERS

Samedi 13 avril au soir, l'État iranien a lancé une attaque aérienne contre l'État d'Israël, en réponse à l'attaque israélienne du 1er avril qui avait rasé le consulat iranien en Syrie et fait 16 morts.

Les impérialistes à la rescousse de l'agresseur

Les armées française et britannique, qui ont gardé des bases dans la région, l'aviation américaine et même la défense jordanienne se sont coalisées pour défendre l'État d'Israël et ont pu intercepter 99 % des drones et missiles iraniens. L'opération n'a donc fait aucune victime. Et pour cause, l'Iran l'avait largement annoncée. Il s'agissait plus d'une réponse symbolique que d'une véritable contre-attaque.

Cela n'a pas empêché Macron de dénoncer Téhéran et son « attaque sans précédent qui menace de déstabiliser la région ». Mais qui sont les incendiaires ?

Pour protéger l'armée d'Israël coupable de génocide, les grandes puissances déploient tous les moyens. Mais pour la population de plus de 2 millions d'habitants de Gaza, assiégée, affamée, bombardée, privée de soins, seuls quelques colis humanitaires sont parachutés...

L'État d'Israël n'aurait pas les moyens de mener sa guerre aux Palestiniens sans le soutien des grandes puissances qui font la loi dans la région, à commencer par les États-Unis et la France. Le soutien à Israël est « inconditionnel » pour qu'il joue son rôle de gendarme au service de l'ordre impérialiste. Exactement comme l'Égypte ou l'Arabie saoudite, qui ont aussi fait allégeance aux États-Unis.

Contre les régimes d'oppression : unité des exploités !

Quant au régime iranien, c'est une dictature religieuse réactionnaire, en guerre contre son

propre peuple. Il fait face à des manifestations de femmes contre le sexisme d'État, à des grèves d'ouvriers pour obtenir de quoi vivre et la liberté de s'organiser, mouvements de la jeunesse contre le régime... Avec cette opération militaire, la dictature de Téhéran tente de redorer son blason à peu de frais. Ce régime qui opprime ses minorités nationales (arabe, kurde, baloutche, azéri, turkmène) n'est l'allié d'aucun peuple opprimé !

Néanmoins l'Iran réagit à une agression. C'est bien l'État d'Israël qui est à l'origine de cette nouvelle escalade qui menace d'embraser la région. Il est gouverné par l'extrême droite sioniste la plus raciste, avec le soutien d'intégristes ultra-réactionnaires. Sa politique de colonisation à Jérusalem et en Cisjordanie s'ajoute à l'apartheid contre les Arabes israéliens, et aux massacres en cours à Gaza.

Il n'y a pas de guerre de religion au Moyen-Orient. Mais la loi du plus fort, c'est-à-dire des grands groupes capitalistes américains ou européens, dont les accès aux marchés et aux matières premières sont soutenus par des moyens militaires, interventions directes ou des régimes alliés dictatoriaux, génocidaires ou intégristes. Les peuples de la région, quelle que soit leur origine ou leur religion, en payent le prix du sang. Pour en finir avec les escalades militaires, pour arrêter le plus vite possible le massacre à Gaza, il faudra renverser la domination capitaliste. Et que dès maintenant, partout dans le monde, les peuples s'en mêlent. Ici en France, à nous, travailleurs et travailleuses, de monter au créneau, de manifester pour dénoncer la sale guerre d'Israël et la complicité de l'État et des grands groupes capitalistes français appuyés par le gouvernement et par l'essentiel de son « opposition » d'extrême droite. Exigeons que l'impérialisme français se retire du Moyen-Orient comme de tous les continents où il prétend gendarmier les peuples !

contact@nouveupartianticapitaliste.fr



@NPA_NouvParAnti



npanouveupartianticapitaliste



@Revolutionnaires_journal



nouveupartianticapitaliste.fr

Au moins il assume

Lors d'une prise de parole du directeur de la plaque de Boulogne pour faire la promo d'une réorg-délocalisation dégueulasse à Clamart, un syndicaliste lui a fait remarquer qu'il était en train de mentir. Sa réponse, un vrai cri du cœur : « J'ai le droit de mentir ! ». On peut dire que pour une fois, il a été trop honnête !

Une provocation

Philippe Wahl le PDG de La Poste a annoncé dans la presse que d'ici 10 ans la principale activité des factrices et facteurs serait la livraison de repas. Comme si nous étions un poids mort pour l'entreprise, alors que c'est nous qui la faisons tourner ! À force de chercher le profit maximum, ces gens bousillent tout ce qu'ils touchent. Il va falloir dégager au plus vite tous ces patrons avant qu'ils ne fassent trop de dégâts.

Racisme pas voilé mais pas sanctionné

« Non mais faut aller plus vite, là, on n'est pas sur ton île ! »... ces propos racistes et teintés de colonialisme ont été tenus par une cadre RRH de Poissy (78) vis-à-vis d'un agent noir. Ceux qui ne sont pas allés vite du tout, c'est la direction de La Poste, qui ne s'est absolument pas empressée de faire quoi que ce soit en réponse à ces propos scandaleux.

Rwanda : on n'oublie pas, on ne pardonne pas

Il y a trente ans, en avril 1994, commençait le génocide de la population tutsi par le gouvernement hutu, alors proche allié de la

France, qui a fait 800 000 morts. Le 4 avril, Macron a reconnu pour la seconde fois que la France « aurait pu arrêter le génocide » mais ne l'a pas fait. Il se garde bien de dire que les autorités et l'armée françaises, loin de rester passives, avaient en réalité soutenu le gouvernement génocidaire et sont à ce titre également responsables de ce massacre. Car si c'est bien le gouvernement rwandais de l'époque qui a organisé le massacre, c'est avec l'aide et la bénédiction du président socialiste François Mitterrand et de ses ministres de droite du gouvernement Balladur. Une décision de l'impérialisme français mûrement pesée par les dirigeants de l'époque.

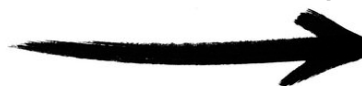
Jusqu'où va-t-il falloir aller pour qu'il y ait une réaction ?

Le ministre de la fonction publique, Guerini, il annonce au calme vouloir faciliter le licenciement des fonctionnaires pour insuffisance professionnelle et instaurer une « loi travail » pour la Fonction Publique. Quant au Sénat, il a adopté adopté une loi pour réduire le droit de grève dans les transports pendant les vacances et les jours fériés. "Nous disons oui au droit de grève mais non au blocage absolu de tout un pays", a affirmé le rapporteur Philippe Tabarot (Les Républicains). Voilà de quoi ils ont peur : de la grève générale. Et c'est effectivement ce qu'il faudrait viser face a gouvernement, car le droit de grève est la conquête ouvrière la plus fondamentale. La réaction des directions syndicales face à ces attaques majeures ? On l'attend toujours...

(vidéo)



Le NPA en campagne pour les élections Européennes Intervention de Gaël Quirante, co-tête de liste du NPA :



(vidéo)

Soutenez le NPA, donnez à la souscription !